



FRDO CFDD
CONSEIL FÉDÉRAL DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

20-4-2016



Rapport annuel CFDD 2015

Rapport administratif



CFDD

Rapport annuel CFDD 2015

Rapport administratif

Table des matières

1. Avis du Conseil	3
2. Information et communication	6
3. Activités du Conseil	13
3.1 Assemblée générale	13
3.2 Groupes de travail	14
3.3 Bureau	15
3.4 Dialogue politique	16
3.5 Activités de forum	18
3.6 Représentation	22
4. Rapport financier	26
Annexe 1 : Composition du Conseil en 2015	30
Annexe 2 : Présence lors de l'assemblée générale en 2015	33

1. Avis du Conseil

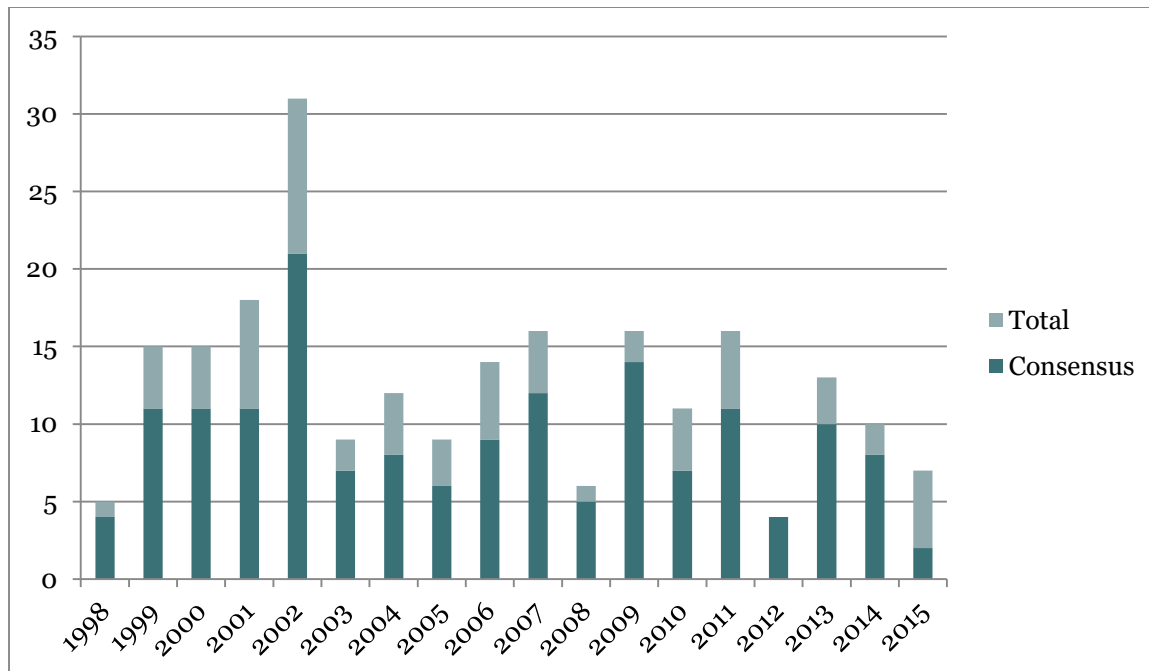
La tâche principale du Conseil consiste à préparer des avis à la demande du Gouvernement fédéral ou du Parlement. Le Conseil peut aussi émettre des avis de sa propre initiative. Les groupes de travail du Conseil préparent ces avis, après quoi ils sont soumis pour approbation à l'assemblée générale. Les positions partagées sont toujours clairement communiquées.

Dans le courant de l'année 2009, le Conseil a décidé d'introduire différents types d'avis en vue d'améliorer l'emploi du temps. Depuis 2010, les accords relatifs à cette méthode de travail ont été appliqués et affinés. Lorsque le Conseil reçoit une demande d'avis, le bureau décide du choix entre les types suivants qui diffèrent selon la longueur de l'avis et le nombre de réunions préparatoires :

- Avis ligne de force
- Avis standard
- Avis cadre

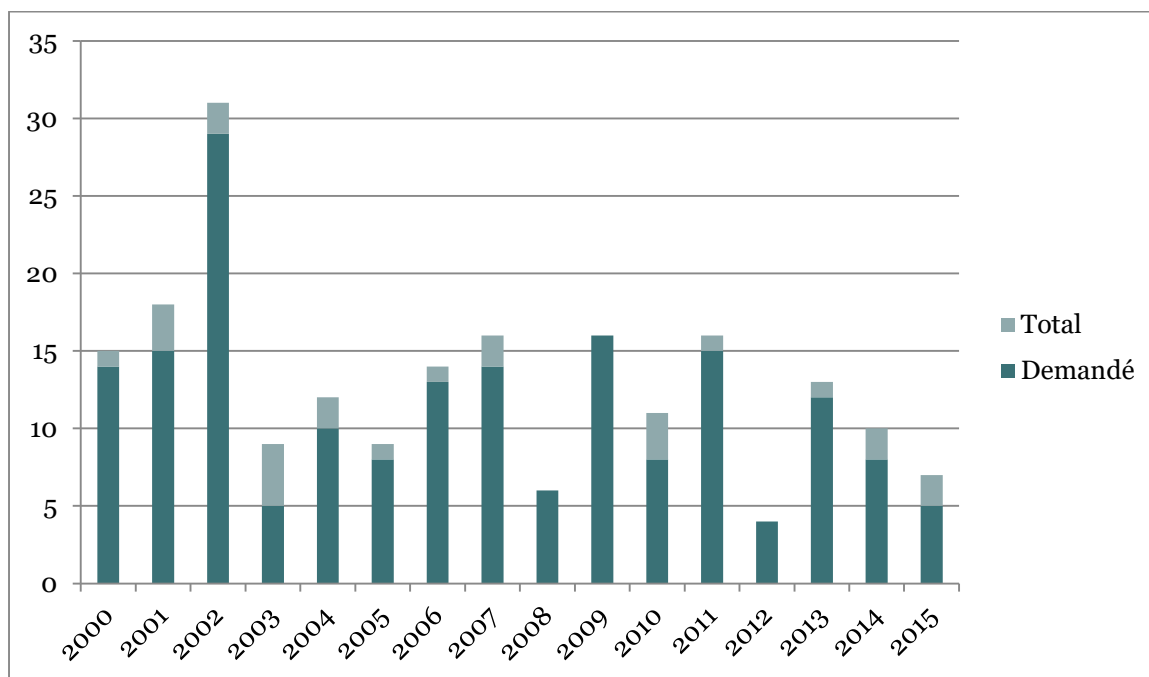
Nombre d'avis et consensus

Le **graphique 1** offre par an un aperçu du nombre d'avis rendus par le Conseil depuis 1998 ainsi que la répartition entre avis consensuels et partagés. Il s'agit au total de 227 avis ou d'une moyenne de 12,61 avis par an, dont 161 (ou 70,9 %) ont été approuvés par consensus. En 2015, 7 avis ont été approuvés (dont 2 en consensus). Pour cette raison, cette année se situe sous la moyenne des années précédentes.



Avis à l'initiative du Conseil

Le **graphique 2** offre un aperçu du nombre d'avis que le Conseil a émis durant les années précédentes à la demande du gouvernement et de sa propre initiative. Le Conseil a émis en moyenne 1,5 avis par an de sa propre initiative. En 2015, le Conseil a émis 2 avis d'initiative.



Type d'avis

Un aperçu de la répartition par type d'avis pour les avis rendus en 2015.

Type d'avis	Nombre
Avis ligne de force	9
Avis standard	1
Avis cadre	0

Les avis de 2015

Le **tableau 2** présente les avis émis en 2015, avec la date d'approbation par l'AG et le membre du gouvernement qui a demandé l'avis ou l'indication que l'avis a été rendu à l'initiative du Conseil. Les langues de publication de l'avis sont également indiquées. Tous les avis sont évidemment disponibles en français et en néerlandais. Certains ont aussi été traduits en anglais.

N°	Avis	Demandeur
2015a01	Avis sur le projet d'arrêté royal relatif à la notification des mélanges dangereux au Centre national de prévention et de traitement des intoxications (N/F)	- Demandé par la Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, Maggie De Block

		- 27 février 2015
2015a02	Avis sur les pertes et le gaspillage alimentaires (N/F)	- D'initiative - 24 avril 2015
2015a03	Avis sur les pays les moins avancés et le cadre post-2015 (N/F/E)	- À la demande du Ministre de la Coopération au Développement Alexander De Croo - 22 mai 2015
2015a04	Avis sur le projet de plan de développement fédéral du réseau de transport d'électricité et son évaluation stratégique environnementale (N/F)	- A la demande de la Ministre de l'Énergie, de l'Environnement et du Développement durable, Marie-Christine Marghem - 29 juillet 2015
2015a05	Avis relatif à la mise en œuvre des SDG (N/F/E)	- À la demande du Ministre des Affaires étrangères et des Affaires européennes Didier Reynders et de la Ministre de l'Énergie, de l'Environnement et du Développement durable Marie Christine Marghem, groupées sur base d'une décision du conseil des ministres du 24 juillet 2015 - 23 octobre 2015
2015a06	Avis concernant le Rapport fédéral sur le développement durable (N/F)	- D'initiative - 23 octobre 2015
2015a07	Avis relatif au Plan d'action national Entreprises et Droits de l'Homme (N/F)	- À la demande de la Ministre de l'Énergie, de l'Environnement et du Développement durable Marie Christine Marghem - 15 décembre 2015

Suivi des avis

Lors de la première AG de 2016 (2 février), les membres du gouvernement ou leurs représentants ont fourni – comme chaque année – des explications sur le suivi des avis émis en 2015. Tous les ministres ou secrétaires d'État qui avaient demandé un avis ont également été priés d'indiquer par écrit la façon dont ils ont suivi les avis. Ces informations ont été compilées dans un [document consacré au suivi des avis](#) de 2015.

2. Information et communication

Activités d'information

Le CFDD estime qu'il est important de bien communiquer au sujet de ses missions, principalement la rédaction des avis et l'organisation d'activités autour du développement durable. Le Conseil communique sur son fonctionnement et ses produits directement via son site Web et son bulletin d'information et indirectement par la presse. Le Conseil s'adresse prioritairement à des groupes cibles comme les responsables politiques, les fonctionnaires et les organisations sociétales, mais aussi à un public plus large afin d'élargir la base sociétale du développement durable et de rendre ce concept plus familier auprès du citoyen. Le Conseil insiste dans sa communication sur l'importance d'une approche politique participative où il peut apporter une plus-value en tant que forum multistakeholder.

CFDD-Info et Update

Le CFDD a envoyé durant l'année écoulée deux éditions de son bulletin d'information électronique *CFDD-Info* à quelque 3.500 destinataires. Le bulletin d'information paraît normalement après chaque assemblée générale du CFDD pour présenter les avis approuvés. En plus des avis et des activités dans les groupes de travail, le *CFDD-Info* traite également d'autres sujets comme les forums. Un classement chronologique des bulletins d'information est fourni sur notre site Web.

En plus du bulletin d'information *CFDD-Info*, le secrétariat a également publié un bulletin d'information spécial *Update Rio+20 et EU 2020* (intitulé dans l'intervalle *Update Agenda 2030 et EU 2020*) consacré au suivi de la conférence Rio+20 de juin 2012, à l'Agenda Post-2015 et à EU 2020. Quatre éditions de ce bulletin d'information ont été envoyées en 2015.

L'accord international conclu en septembre 2015 dans le cadre des Nations unies et relatif à l'introduction d'un certain nombre de SDGs (= sustainable development goals) comme composante de l'*Agenda 2030* fait que l'accent du bulletin d'information a été déplacé. À partir d'aujourd'hui, le bulletin d'information traitera surtout de la mise en œuvre (nationale et internationale) de l'*Agenda 2030*. Lorsque davantage de précisions auront été fournies au niveau européen au sujet du successeur de EU 2020, le bulletin d'information fera aussi rapport à ce sujet.

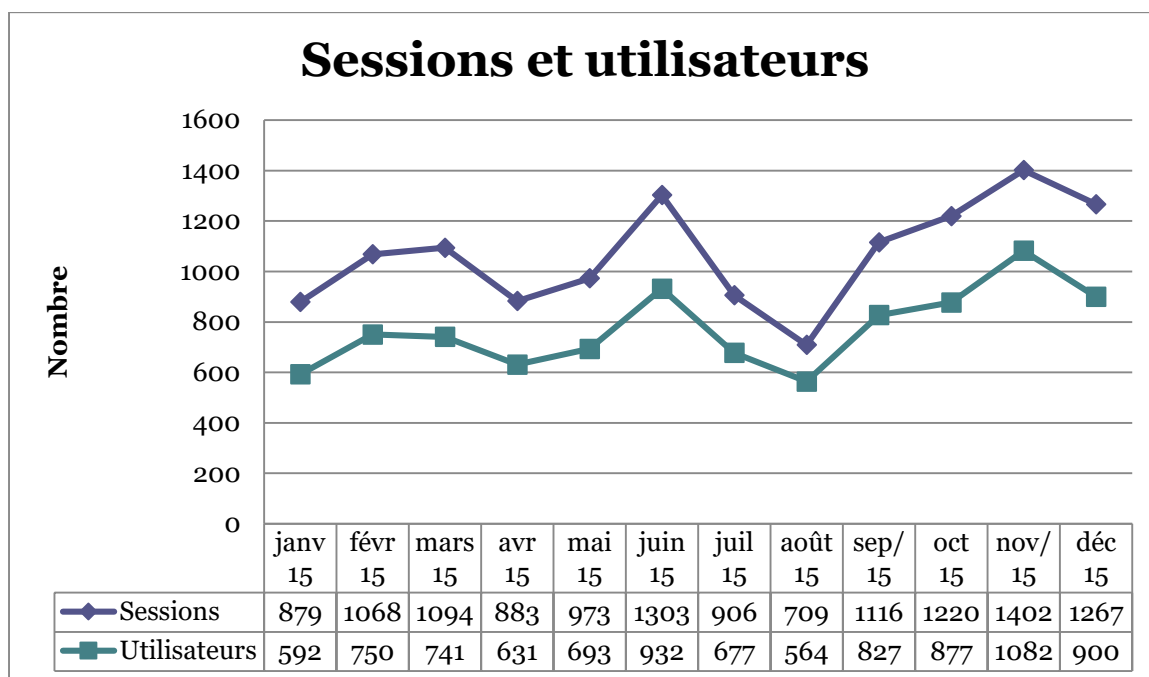
Site Web

Le site web du Conseil offre de nombreuses informations sur le développement durable et sur les activités du CFDD. Il présente l'historique, la composition et le fonctionnement du CFDD. Il reprend tous les avis du Conseil depuis sa création ainsi que ceux du Conseil national du Développement durable (prédécesseur du CFDD). Le site Web offre également des liens vers des rapports d'étude, des symposiums ou d'autres activités organisées par le Conseil, ainsi que vers les sites des membres du Conseil.

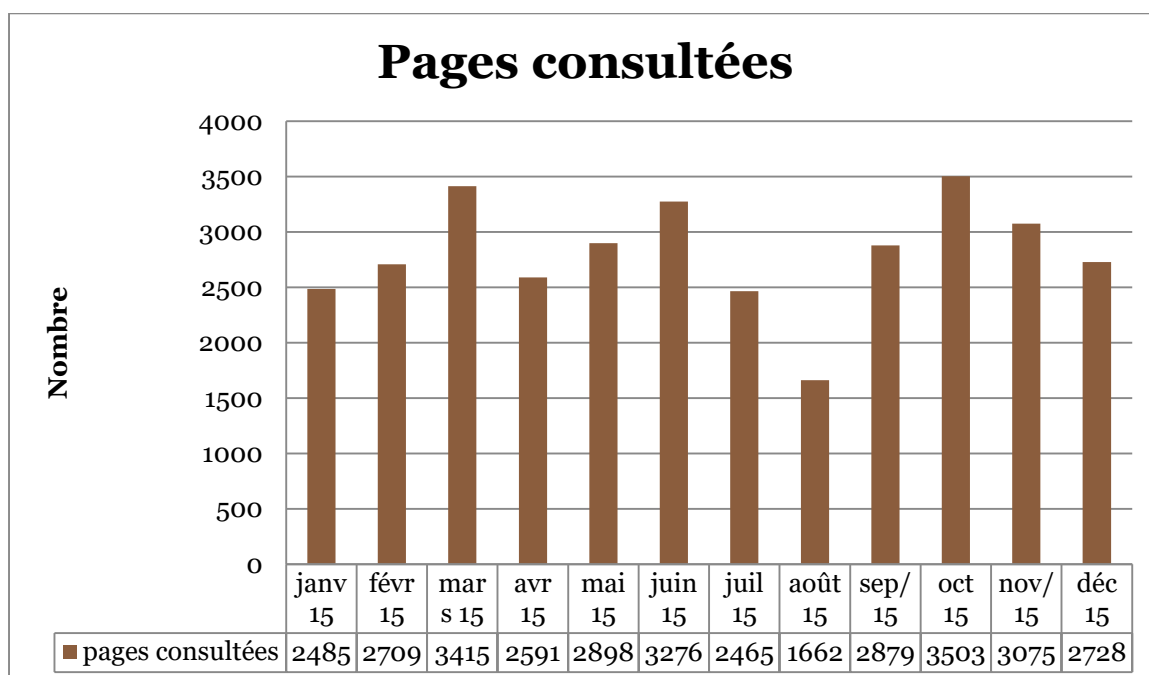
Le site Web a été renouvelé en profondeur en 2013. Nous enregistrons aussi de meilleures statistiques depuis l'année 2014, soit la première année complète d'utilisation du nouveau site Web. En commençant par 2015, nous pourrions fournir et comparer des chiffres annuels au cours des prochaines années.

Voici quelques statistiques.

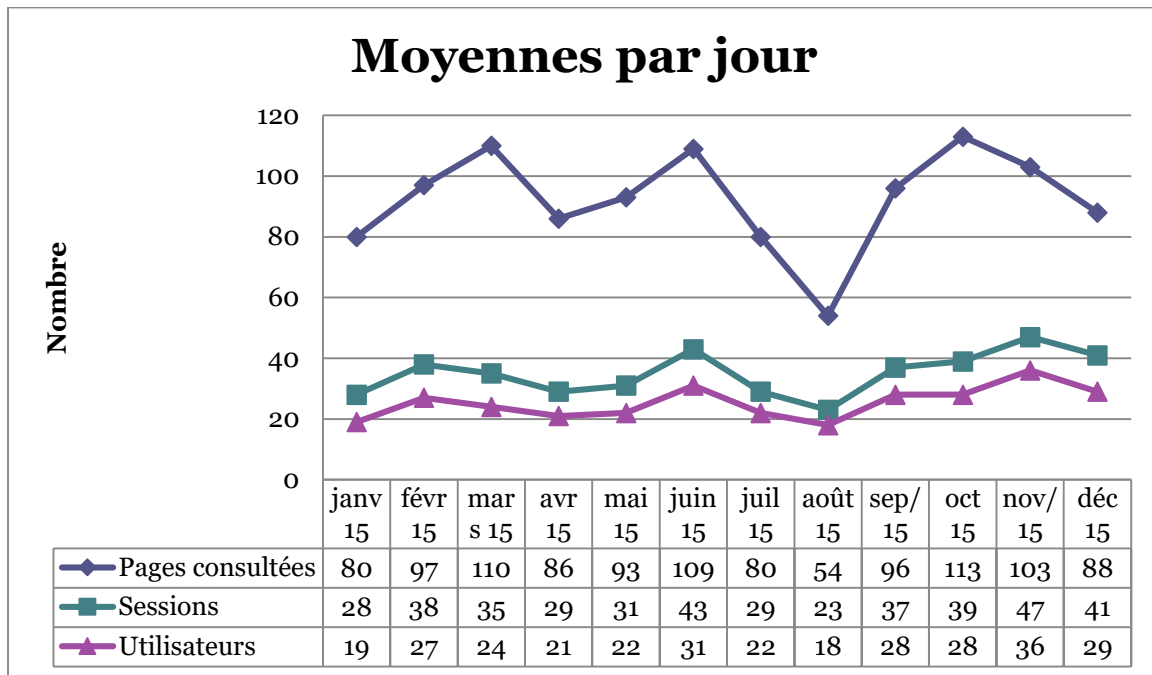
Le **graphique 3** offre un aperçu du nombre de sessions et d'utilisateurs (exemple : si un seul et même utilisateur visite notre site trois fois en une journée, il est comptabilisé comme 1 utilisateur et 3 sessions).



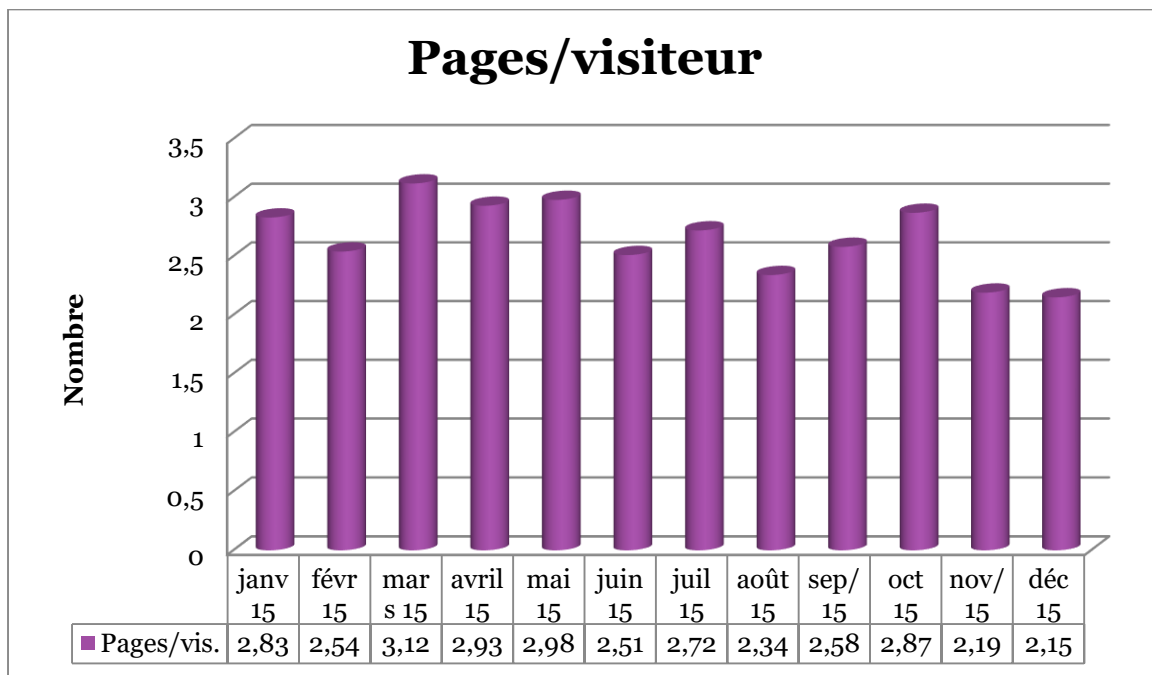
Le **graphique 4** offre un aperçu du nombre de pages consultées.



Le **graphique 5** offre un aperçu des moyennes par jour.



Le **graphique 6** offre un aperçu du nombre de pages par visiteur.



Les chiffres pour l'ensemble de l'année 2015 sont les suivants :

- 12.820 sessions
- 8.050 utilisateurs
- 33.686 pages consultées
- 2,63 pages par visiteur
- 41,86% récurrent | 59,53% nouveau

Moyennes par jour :

- 35,12 sessions
- 22,05 utilisateurs
- 92,29 pages consultées

Moyennes par mois :

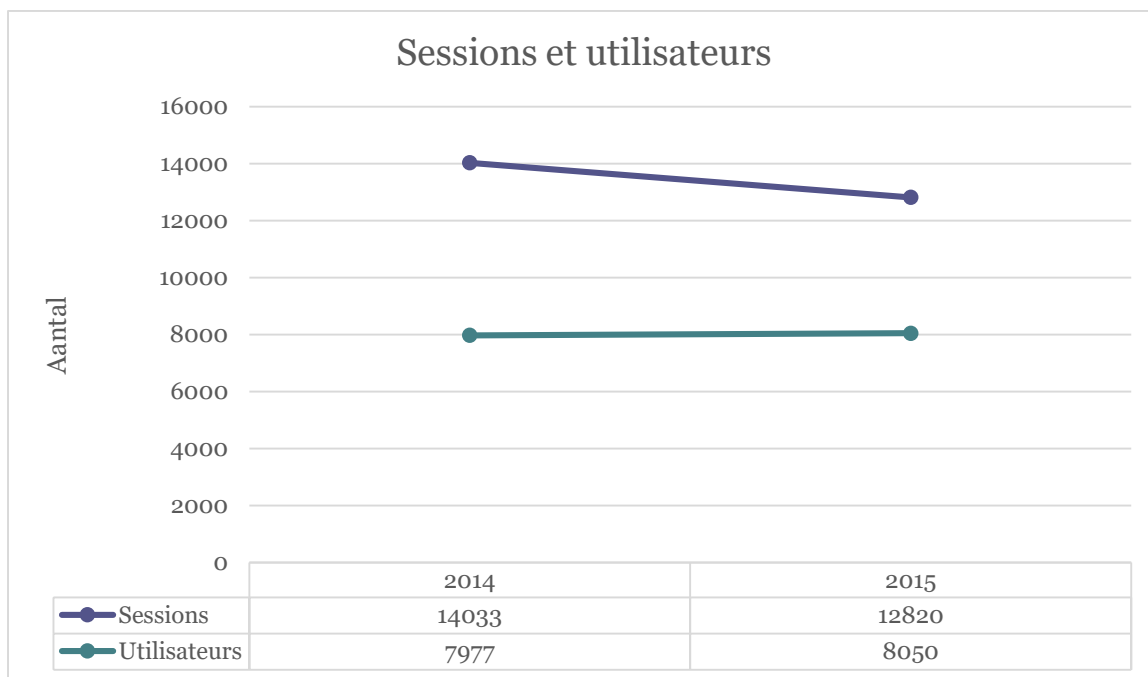
- 1.068,33 sessions
- 670,83 utilisateurs
- 2.807,16 pages consultées

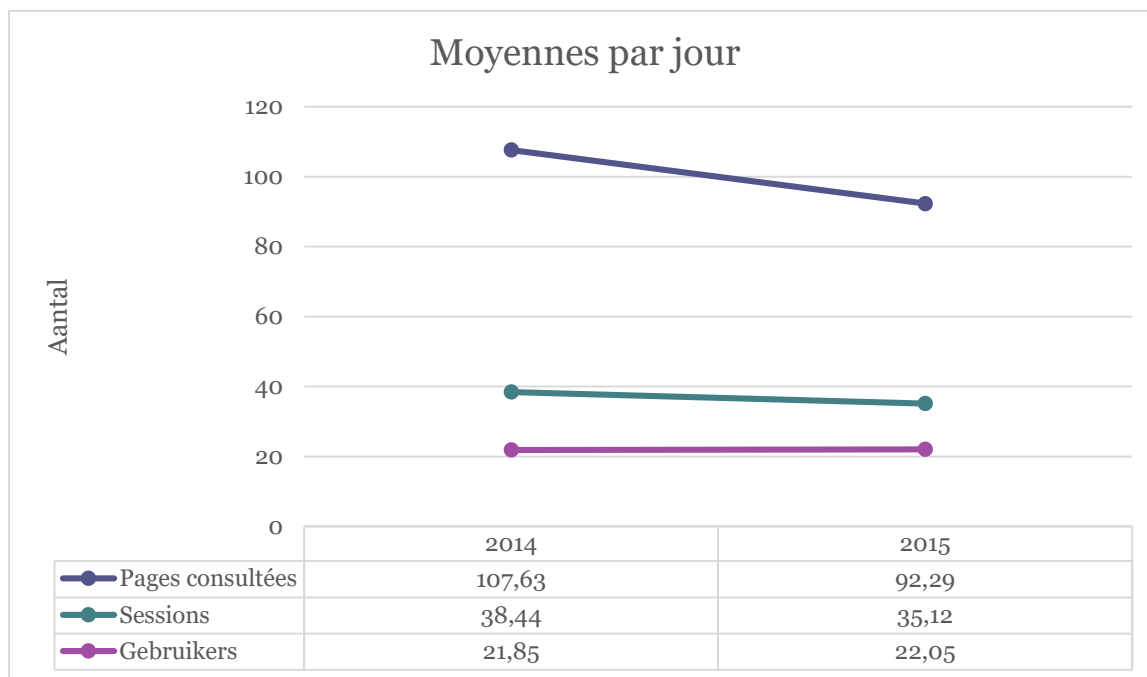
Les 10 pages les plus visitées en 2015 :

1. /fr	5.627	16,70%
2. /nl	3.506	10,41%
3. /en	1.110	3,30%
4. /nl/de-raad	956	2,84%
5. /nl/externe/1512-jaarforum-steden-transitie-duurzamer-en-koolstofarm	880	2,61%
6. /fr/le-conseil	858	2,55%
7. /fr/externe/1512-forum-annuel-villes-en-transition-plus-de-durabilite-moins-de-carbone	803	2,38%
8. /fr/publications	687	2,04%
9. /nl/de-raad/samenstelling	671	1,99%
10. /nl/publicaties	638	1,89%

Les pics constatés dans les différents aperçus sont surtout liés à des activités publiques comme le prix de la presse, le forum annuel et l'organisation d'un lunch-débat. En ce qui concerne les publications, l'*Update* semble enregistrer un score relativement élevé. L'avis le plus consulté a été celui consacré à la perte et au gaspillage alimentaires. Autre aspect étonnant: la page dédiée au forum annuel 2014 ainsi qu'à la perte et au gaspillage alimentaires a également été raisonnablement souvent visitée.

Une première comparaison entre les chiffres annuels de 2014 et 2015 est aujourd'hui possible. Nous ne possédons des statistiques complètes que depuis 2014.





Globalement, le nombre d'utilisateurs est en légère augmentation. Mais une petite diminution est enregistrée en termes de nombre de pages visitées et de sessions. Pour cette raison, il n'est pas facile de fournir des déclarations cohérentes. Un élément d'explication peut être que le forum annuel de 2014 (consacré à la perte et au gaspillage alimentaires) a attiré de très nombreux visiteurs et enregistré beaucoup de visites, raison pour laquelle les chiffres pour cette année-là étaient élevés. En outre, il est un fait qu'un nombre relativement réduit d'avis ont été publiés en 2015. Enfin, nous avons aussi débuté une communication externe via Facebook et LinkedIn, ce qui peut avoir mené à un léger glissement en termes d'utilisateurs potentiels.

Fin 2015, la page Facebook du CFDD comptait 133 likes. Les albums photos (notamment celui sur le forum annuel de 2015) sont particulièrement appréciés sur la page Facebook et attirent de nouveaux visiteurs intéressés.

Notre présence sur LinkedIn est encore relativement limitée. L'objectif consiste à renforcer l'utilisation de ce canal.

Presse

Le Conseil publie régulièrement des communiqués de presse sur ses activités (avis publiés, forums et autres activités). 7 communiqués ont été publiés en 2015, notamment au sujet de l'avis « gaspillage alimentaire », de l'étude menée autour de l'économie de la fonctionnalité, du reportage « Sur les routes d'une Belgique sans carbone », du forum annuel et du prix de la presse (3).

Pour stimuler la fourniture d'informations en matière de développement durable, le Conseil organise chaque année un « [Prix développement durable pour la presse du CFDD](#) ». Ce prix est attribué en alternance à la presse écrite et aux médias audiovisuels.

Le 1^{er} avril, la Ministre Marghem a remis au Residence Palace à Bruxelles le « Prix développement durable pour la presse du CFDD » destiné cette année à la presse écrite.

Les lauréats étaient :

Dans la presse néerlandophone :

- **Journaux** : Eva Keustermans et Ringo Gomez-Jorge « Sharing economy » - De Morgen
- **Magazines/revues** : Lieve Herremans « Voedsel is om op te eten! Waarom gooien we het dan weg » - Vrouwen met vaart (magazine KVLV)
- **Médias électroniques** : Koen Vandepopuliere « Spraakmakers » - site Argus Actueel

Dans la presse francophone :

- **Journaux** : Michel De Muelenaere « La Belgique se prépare à tous petits pas » - Le Soir
- **Magazines/revues** : Philippe Lamotte « La banane n'a pas plus la pêche/La banane de demain en chantier », Valérianne
- **Médias électroniques** : Eric Walravens, « Prosommateurs de tous les pays, unissez-vous! », Blog Redistributions

La prochaine édition du prix de la presse, dont la remise aura lieu le 25 avril 2016, sera destinée aux médias audiovisuels (télévision, vidéo, radio). Les lauréats seront désignés par un jury composé d'experts en communication des membres du Conseil. Vous trouverez plus d'informations sur le prix de la presse sur notre site Web.

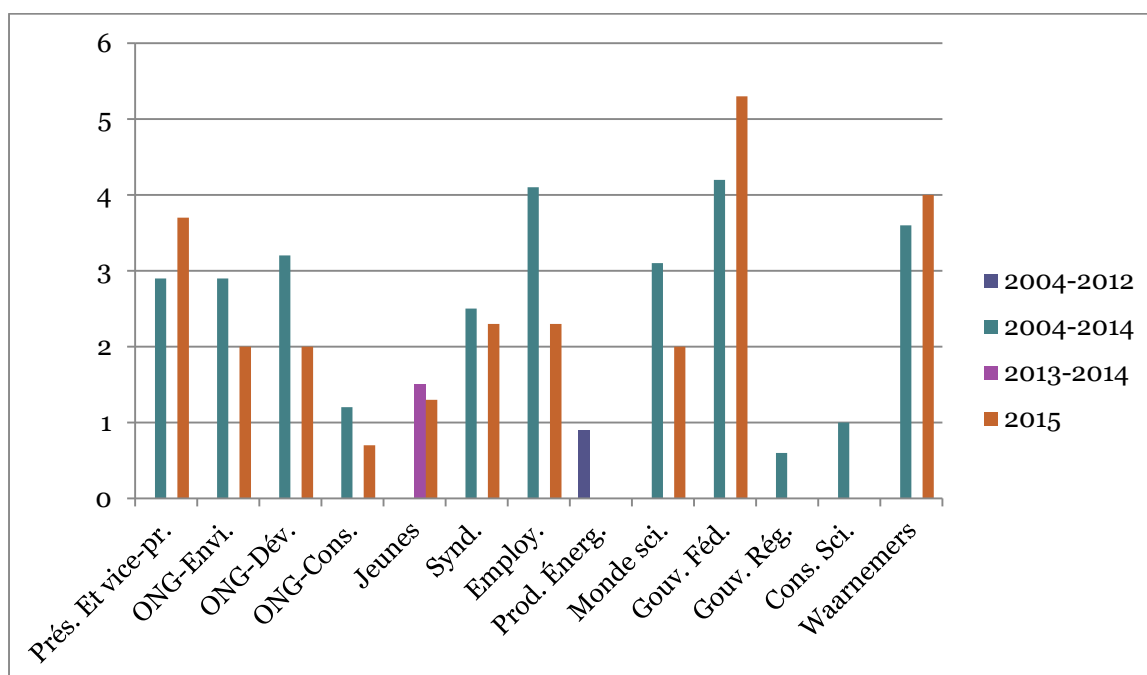
3. Activités du Conseil

3.1 Assemblée générale

Les membres de l'assemblée générale votent les avis qui sont préparés par les différents groupes de travail, rapportent sur des conférences internationales, examinent le planning du Conseil, décident de l'organisation des activités de forum et prennent la décision finale concernant le rapport annuel, le rapport financier, le budget, le programme annuel ainsi que le programme des groupes de travail. Les différents ministres ou leurs représentants y font rapport en début d'année du suivi qui a été donné aux avis du CFDD de l'année précédente.

Trois assemblées générales ont été organisées en 2015.

Le **graphique 7** offre un aperçu de la participation par groupe de membres au cours de la période depuis 2004. La présence des différents groupes de membres était inférieure à la moyenne en 2015. Les représentants du secteur de l'énergie ne font plus partie du Conseil depuis 2013. Pour cette raison, la moyenne 2004-2012 est reprise pour ce groupe. Depuis 2013, des représentants des organisations de jeunesse sont membres de l'assemblée générale. Pour ce groupe, la moyenne depuis 2013 est reprise comme point de comparaison.



Un aperçu des thèmes qui ont été traités lors des assemblées générales de 2015 :

Assemblée générale du 3 février 2015

Suivi des avis

Explications fournies par les membres (des représentants des membres) du Gouvernement fédéral au sujet du suivi des avis du conseil de 2014. Exposé des demandes d'avis attendues pour 2015. Discussion avec les membres.

Présentation	Présentation par la professeur Delphine Misonne des aspects environnementaux du programme de travail de la Commission Juncker.
Discussion	Discussion avec les membres au sujet des thèmes prioritaires pour le conseil en 2015.
Planning	Planning des activités du CFDD.

Assemblée générale du 24 avril 2015	
Présentation	Présentation par la Task Force Développement Durable du Bureau fédéral du Plan du Rapport fédéral en matière de développement durable 2015 : « Rendre nos consommations et nos productions soutenables »
Rapport annuel 2014	<ul style="list-style-type: none"> • Présentation et discussion autour du rapport de durabilité du CFDD • Présentation du rapport administratif
Programme d'activités 2015	Présentation et discussion autour du programme d'activités en 2015
Règlement	Adaptation du règlement d'ordre intérieur
Planning	Planning des activités du CFDD

Assemblée générale du 23 octobre 2015	
Avis	<ul style="list-style-type: none"> • Avis sur le rapport fédéral en matière de développement durable • Avis sur la mise en œuvre des objectifs en matière de développement durable (SDGs)
Présentation	Présentation par Madame Stéphanie Baclin et Monsieur Pierre Biot (DG Environnement du SPF Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement) du rapport fédéral en matière d'environnement
Programme d'activités 2016	Informations sur les activités au sein du bureau relativement au programme d'activités 2016
Planning	Planning des activités du CFDD

3.2 Groupes de travail

Les groupes de travail suivants ont été actifs en 2015 :

- Stratégies de développement durable (ST) (11 = nombre de réunions)
- Énergie et climat (EC) (8)
- Relations internationales (RI) (6)
- Normes de produit (NP) (0 réunions, avis par procédure écrite)
- Groupe de travail ad hoc gaspillage et pertes alimentaires (GA) (2)

Deux comités d'accompagnement ont également été actifs :

- Forum annuel villes en transition (CA1) (1)
- Étude économie de la fonctionnalité (CA2) (4)

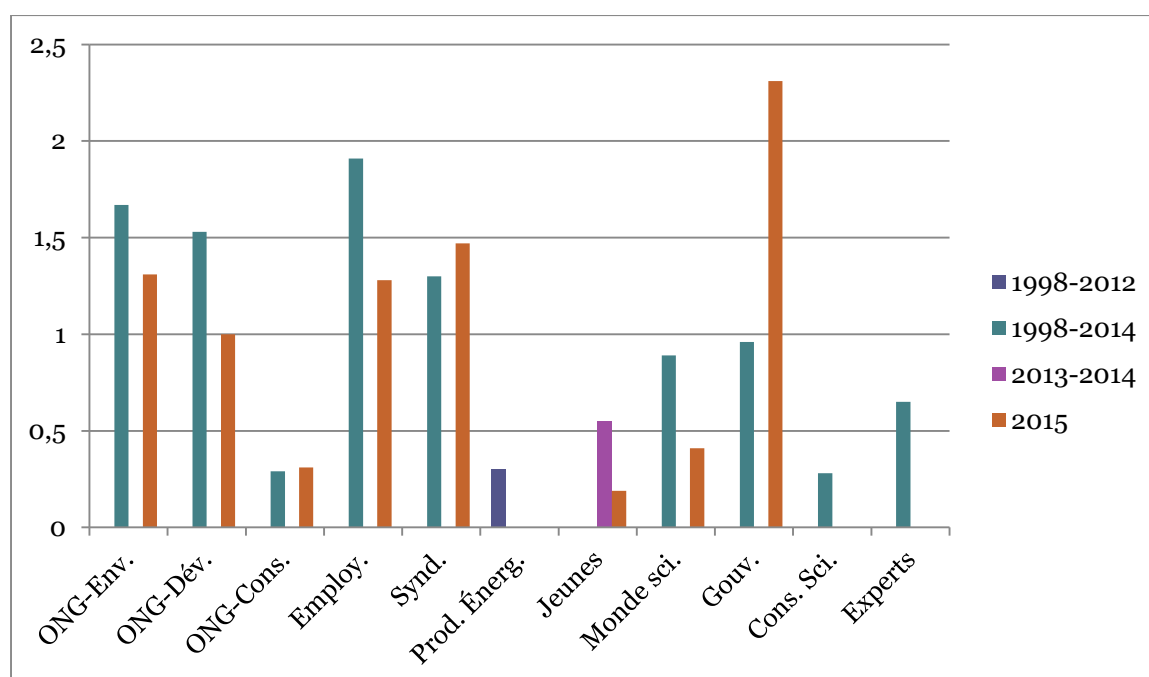
Les groupes de travail sont constitués de membres du Conseil ou de suppléants et d'experts désignés par eux. Les groupes de travail peuvent inviter des fonctionnaires et d'autres experts. L'assemblée générale désigne les présidents des groupes de travail sur proposition du Bureau. Les groupes de travail préparent les avis d'une façon approfondie pour que l'assemblée générale ne doive plus régler

que certains points difficiles. Chaque groupe de travail est secondé par un membre du personnel du secrétariat.

Participation aux groupes de travail

	ST	EC	RI	NP	GA	CA1	CA2	2015	2014	2013	2012	2011
Nombre	11	8	6	0	2	1	4	32	34	36	20	45
Moyenne	6,9	10,5	8,5	0	11	7	6,3	8,28	8,7	8,9	7,9	9,8

Le **graphique 8** offre un aperçu de la participation moyenne par groupe de membres durant les périodes 1998-2012 (pour le groupe producteurs d'énergie), 1998-2014, 2013-2014 (pour les jeunes). 2015



3.3 Bureau

Le Bureau se compose du président d'honneur (dont le représentant est invité aux réunions), du président et des vice-présidents. Depuis 2004, les organisations des employeurs, les syndicats, les organisations non gouvernementales de protection de l'environnement et les organisations non gouvernementales de coopération au développement délèguent des responsables politiques pour siéger au Bureau. Depuis cette année-là, un système de suppléance a été mis en place pour les membres du Bureau. Le directeur et un membre du secrétariat prennent également part aux réunions.

Tâches

L'assemblée générale a délégué la gestion quotidienne du Conseil au Bureau. Ce dernier se consacre notamment à la préparation et au suivi de l'assemblée générale, à la transmission des projets d'avis des groupes de travail à l'assemblée générale, à la présentation à l'assemblée générale du rapport annuel et du rapport financier pour approbation, à la sélection du personnel, à la prise de décisions pratiques importantes et à la direction du secrétariat.

Composition (fin 2015)

	Membres	Suppléants
Président(e)	Magda Aelvoet	
Vice-présidents	Mathieu Verjans (CSC) Mathias Bienstman (BBL) Olivier Van der Maren (FEB)	
Organisations d'employeurs	Vanessa Biebel (FEB) Piet Van den Abeele (UNIZO)	
Organisations de travailleurs	Marie-Hélène Ska (CSC) Anne Demelenne (FGTB)	Bert De Wel (CSC) Philippe Cornélis (CSC) Sébastien Storme (FGTB)
ONG Environnement	Marie Cors (IEW) Sabien Leemans (WWF)	Christophe Schoune (IEW)
ONG Développement	Rudy De Meyer (11.11.11) Nicolas Van Nuffel (CNCD)	Sarah Lamote (11.11.11) Véronique Rigot (CNCD)
Représentant du Prince	Pierre Cartuyvels	
Secrétariat	Marc Depoortere (directeur)	

Aperçu des réunions

Le Bureau se réunit sur base mensuelle, à l'exception des mois de juillet et août. En 2015, le Bureau s'est réuni à onze reprises et ce, aux dates suivantes : 08/01, 13/01, 10/02, 10/03, 21/04, 12/05, 09/06, 08/09, 13/10, 17/11, 15/12.

Une réunion du Bureau a été convoquée le 8 janvier en présence des scientifiques du Conseil. Ces derniers ont pu faire part de leur vision concernant leur rôle au sein du Conseil. Lors de la réunion du 10 mars, le Bureau a décidé que les scientifiques feraient désormais partie du Bureau sur la base d'une alternance entre trois présidents de groupe de travail. Durant les réunions du mois de juin et des mois suivants, une discussion a été menée au sujet du fonctionnement du Conseil, de ses activités et de la façon dont les membres vont s'y investir. Une discussion au sujet des thèmes de travail de 2016 a été menée lors des réunions d'octobre, de novembre et de décembre. Des questions méthodologiques sur la rédaction des avis et sur l'évaluation des activités du Conseil ont été traitées durant les réunions de novembre et décembre. Une concrétisation de toutes ces différentes discussions aura lieu au début de l'année 2016.

3.4 Dialogue politique

Le Conseil organise des tables rondes à la demande d'un(e) ministre pour que les différents groupes de membres puissent communiquer au sujet d'un thème spécifique et que le (la) ministre puisse dialoguer au sujet de sa politique avec la société civile.

Politique commerciale mondiale, 19 février 2015

Une table ronde avec le ministre des Affaires étrangères est organisée lors de chaque début d'année. Cette année, cette table ronde a eu lieu le jeudi 19 février et a permis d'aborder différents thèmes liés à la politique commerciale internationale. Les groupes de membres ont pu transmettre leurs questions au préalable et étaient largement représentés lors de la table ronde. Après une introduction par le Ministre Reynders consacrée à des dossiers importants en cours et à la position belge en la matière, les membres présents ont pu poser leurs questions. Celles-ci concernaient notamment l'OMC et le TTIP. Après la réunion, les membres ont reçu par écrit une réponse complète aux questions qu'ils avaient soumises. Il a également été annoncé qu'une concertation supplémentaire avec les parties prenantes et consacrée au TTIP allait avoir lieu au printemps, mais elle n'a pas été organisée.

Concertation EU 2020, 24 février 2015

Le 24 février, Serge Rompseau (Chancellerie du Premier Ministre) a fourni au groupe de travail Stratégies des explications sur le processus de consultation pour la révision de la stratégie EU 2020.

Concertation Programme national de réforme, 20 mai 2015

Le 20 mai, la Chancellerie du Premier Ministre a organisé pour les conseils consultatifs (CCE, CNT, CFDD) et leurs membres une réunion consacrée aux recommandations nationales spécifiques publiées le 13 mai par la Commission européenne concernant le Programme de stabilité et le Programme national de réforme de la Belgique 2015. Vingt participants ont assisté à cette réunion organisée au 16 rue de la Loi avec des représentants des groupes de membres (syndicats et employeurs) et les secrétariats des trois Conseils. Marc Depoortere et Koen Moerman y ont participé pour le CFDD.

Consultation directive rapportage non-financier, 10 juin 2015

Le SPF Economie est en charge de la transposition de la directive 2014/95/EU sur le rapportage non-financier, qui consiste à imposer aux entités d'intérêt public (cotées en bourse ainsi que les institutions de crédit et d'assurance) de plus de 500 personnes un rapportage sur des aspects du développement durable (impact environnemental, social, respect des droits de l'homme etc.). Ce rapportage devra être inclus dans le rapport annuel.

Une certaine marge de manœuvre existe quant à la transposition de cette directive, et plus particulièrement en ce qui concerne le champ d'application (la limite de 500 travailleurs), le contenu (un certain type de rapportage, par exemple de type GRI, pourrait être encouragé), et le contrôle (s'agit-il d'un contrôle factuel de la présence du rapport non-financier, ou également de vérification du contenu ?). Le SPF a voulu connaître l'opinion des stakeholders à ce sujet. A cet effet, il a organisé le 10 juin 2015 une séance d'information et de consultation. En fin d'événement, un panel a été organisé par le CFDD, au cours duquel les principaux groupes membres ont été invités à se prononcer sur quelques questions structurantes proposées par le Professeur Tom Bauler, président de ce panel.

Une synthèse des différentes interventions a été rédigée par le secrétariat du CFDD et envoyée au SPF Economie.

Comité d'accompagnement sur l'étude « Impacts macroéconomiques de la transition », 1 juillet 2015

Le 1er juillet 2015, des membres du CFDD ont pu assister à une présentation du canevas de l'étude intitulée « Impacts macroéconomiques de la transition vers une société bas carbone en Belgique en 2050 » qui a été commandée par le SPF Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement. Cette réunion a permis d'exposer le contexte de l'étude et la méthodologie qui sera utilisée pour la mener.

Les membres du CFDD seront impliqués dans le suivi de cette étude au sein de groupes de travail thématiques.

Dialogue sur les indicateurs complémentaires au PIB, 22 octobre 2015

Une audition de la Task Force DD du Bureau fédéral du Plan a été réalisée (après une session préparatoire le 21 septembre) sur un projet de rapport sur les indicateurs complémentaires au PIB. Le CFDD a rédigé un texte qui a ensuite pu être discuté avec la TFDD lors d'une table ronde. Plusieurs propositions constructives en sont ressorties.

Table ronde en préparation de la COP, 19 novembre 2015

Une délégation de membres du CFDD a pu rencontrer le 19 novembre 2015 à l'Institut royal des Sciences naturelles de Belgique Mme Anne Junion, cheffe de Cabinet de la Ministre Marghem, lors d'une table ronde en préparation à la COP qui allait avoir lieu à Paris.

Après que la Présidente du Conseil a présenté quelques éléments clé que l'ensemble des membres du Conseil souhaitaient communiquer à la Ministre, des représentants des différents groupes membres du CFDD ont pu expliquer quelles étaient leurs priorités respectives pour ce sommet climatique important.

Mme Junion a ensuite réagi à ces différents exposés et a répondu aux questions des membres du CFDD portant notamment sur la position que la délégation belge allait adopter lors des négociations.

Politique commerciale mondiale, 7 décembre 2015

Une seconde table ronde consacrée à la politique commerciale a eu lieu le lundi 7 décembre. Cette concertation a été organisée avec différents représentants de l'administration et ce, à la suite de la réunion ministérielle de l'OMC du mois de décembre 2015 à Nairobi. Les membres présents ont eu la possibilité de poser toutes leurs questions. Un rendez-vous a été pris pour une prochaine table ronde en février 2016.

3.5 Activités de forum

Le CFDD organise des forums, des séminaires et des auditions pour stimuler la discussion sur le développement durable et pour en retirer des informations utiles à la formulation de ses avis.

Lunch-débat, « Etes-vous chauds pour les bonnes résolutions 2015 ? », 19 janvier 2015

Le 19 janvier 2015, le CFDD a organisé [un lunch-débat](#) ayant pour thème « Etes-vous chauds pour les bonnes résolutions 2015 ? Une modification des comportements pour un chauffage sobre. ». Environ 90 personnes ont participé à cet événement. Les questions qui y ont été abordées étaient diverses.

Nous savons depuis longtemps que les émissions de CO₂ sont élevées dans notre pays et le chauffage y contribue dans une proportion qui n'est pas à négliger. Les orateurs ont expliqué comment les gens pouvaient être convaincus d'adopter des comportements plus économes en matière de chauffage. Comment inciter au changement de comportement ? Quels services peuvent être proposés par les entreprises pour la prise en charge globale d'un immeuble (isolation, vitrage économe en énergie,...) afin qu'il soit pratiquement neutre énergétiquement ? Est-il possible de financer les investissements nécessaires pour ce faire grâce aux économies mensuelles sur la facture énergétique ?

Prix de la presse, 1^{er} avril 2015

Pour plus d'informations sur le prix de la presse, voir la description fournie au chapitre 'Sensibilisation et communication'.

Consultation UNEP, 3 juin 2015

Une rencontre bilatérale entre une délégation de l'UNEP et les autorités belges a eu lieu le 3 juin. Normalement, la délégation UNEP devait être présidée par le directeur de l'UNEP Achim Steiner, mais ce dernier n'a pas pu quitter Nairobi dans les temps en raison de mauvaises conditions climatiques. La première partie de la rencontre a consisté en un dialogue technique autour du thème *Mainstreaming environment in poverty reduction*. Le secrétariat du CFDD était également présent. La seconde partie de la rencontre a consisté en un lunch-débat au Palais d'Egmont. Un large public a assisté à la rencontre : des membres du Parlement, des scientifiques et des organisations de la société civile. Le thème du débat était : *Partnerships for a green economy*. En plus de la DGD, le CFDD a été le coorganisateur de ce débat. Un collaborateur du secrétariat a transmis un message de la présidente Magda Aelvoet et est ensuite intervenu comme modérateur pour le débat.

Séminaire Financing for Development, 11 juin 2015

Le jeudi 11 juin, le CFDD a organisé un [séminaire](#) à l'occasion de la troisième conférence internationale *Financing for Development (FFD)* qui allait se dérouler en juillet à Addis Abeba. L'objectif du séminaire consistait à fournir des explications sur l'enjeu de cette conférence et à offrir la possibilité d'un débat entre des représentants des autorités et de la société civile. Dries Lesage (UGent et président du groupe de travail CFDD Relations internationales) a fourni une introduction générale sur l'enjeu de cette conférence FFD. Ensuite, Pieter Vermaerke (DGD) et Mark Van de Vreken (cabinet du Ministre De Croo) ont expliqué la position belge dans les négociations. Des représentants de la société civile ont ensuite pu réagir : Jan Van De Poel (11.11.11), Matt Simonds (ITUC) et Tatiana Lambin (WWF). Enfin, une séance de questions-réponses a été organisée avec une conclusion par Dries Lesage.

Lunch-débat, « Êtes-vous prêt à changer de modèle ? », 25 juin 2015

Le CFDD a organisé le 25 juin 2015 un [lunch-débat](#) sur le thème de l'économie de la fonctionnalité, qui s'est tenu dans les locaux de la FEB. Environ 130 personnes ont participé à cet événement.

Après une présentation du concept, des résultats de l'étude et des recommandations par EcoRes, trois représentants d'entreprises issues de ces études de cas sont venus exposer leur vision des choses et leur point de vue par rapport aux recommandations. L'étude ainsi que les présentations des orateurs sont disponibles sur le site web du Conseil.

Les quatre recommandations qui ont été approfondies, sur demande du comité d'accompagnement, sont :

- Financer la transition des entreprises vers l'économie de la fonctionnalité : adéquation entre le rapport à l'investissement, les règles comptables actuelles, les indicateurs de l'analyse financière et les nouveaux *business models* ;
- Les marchés publics comme levier de la demande : favoriser le recours aux procédures innovantes de marché ;
- Sensibiliser les consommateurs pour changer leur rapport aux objets et aux services ;
- Observer et suivre le phénomène de la transition vers le modèle d'économie de la fonctionnalité.

Lunch-débat, « Un revenu inconditionnel pour tous ? », 24 septembre 2015

Le CFDD a organisé le 24 septembre 2015 [un lunch-débat](#) sur le thème de l'allocation universelle et des impacts que celle-ci pourrait avoir sur la durabilité de nos sociétés. Environ 125 personnes ont participé à cet événement.

Deux éminents orateurs sont venus discuter de ce thème, dans un débat animé par Mme Magda Aelvoet, présidente du CFDD, à savoir les Professeurs Philippe Van Parijs et Mateo Alaluf.

Philippe Van Parijs a commencé son allocution par un rappel historique du concept d'allocation universelle. Il a ensuite expliqué ce qu'était une allocation universelle (AU), en commençant par énumérer les 6 inconditionnalités à la base de celle-ci. L'AU est un socle sur lequel l'individu peut se baser. Ce socle est modeste, et doit donc être complété (pension, allocation d'invalidité...) ; il se substitue à une tranche de ces autres allocations. Il ne s'agit dès lors pas d'une allocation unique.

Pour Philippe Van Parijs, ce qui est important est de généraliser une équité intra et intergénérationnelle.

L'AU fait face à deux principaux types de critiques. Le premier est d'ordre éthique : est-il envisageable d'accorder une allocation à quelqu'un qui refuse de travailler ? Le second est d'ordre pratique : comment financer l'AU ?

Mateo Alaluf s'est dit par principe contre l'AU, préférant des services collectifs à une subvention généralisée. En partant du point de vue du développement durable, l'AU pose des questions fondamentales. Le travail est une activité sociale ; ce n'est donc pas l'individu qui peut décider de ce qui peut être considéré comme un travail, mais bien la société. Il y a d'autres voies que l'AU qui permettent aux individus de faire ce qu'ils veulent (c'est déjà le cas en partie avec les retraites).

Mateo Alaluf a proposé concrètement de renforcer les minima sociaux.

Séminaire TTIP, 27 octobre 2015

Un [séminaire CFDD consacré au traité TTIP](#) au sujet duquel négocient l'Union européenne et les États-Unis s'est déroulé le mardi 27 octobre. TTIP signifie *Transatlantic Trade and Investment Partnership*. Le séminaire, qui a attiré un public nombreux, traitait d'une partie spécifique des négociations TTIP : la dénommée 'coopération réglementaire'. Le séminaire a permis d'approfondir les éventuelles conséquences de cette coopération réglementaire pour le développement durable. Dans une présentation introductive, Fernando Perreau de Pinninck (Commission européenne, DG Trade) a expliqué les objectifs et le contenu de la coopération réglementaire qui est négociée. Ensuite, le Professeur Veerle Heyvaert (London School of Economics) a approfondi les éventuelles conséquences de la coopération réglementaire pour la réglementation environnementale. Le Professeur Jan Van Hove (KULeuven) a ensuite donné le point de vue d'un économiste au sujet de la coopération réglementaire. La modératrice du débat était le Professeur Delphine Misonne (USL-B). Toutes les

dimensions du sujet ont été abordées dans les détails lors de séances de réaction et de discussion. Un rapport du séminaire est disponible sur le site Web.

Avant-première du film ‘Sur les routes d’une Belgique sans carbone’, 26 novembre 2015

Le 26 novembre, le Conseil a organisé une projection en avant-première du film [‘Sur les routes d’une Belgique sans carbone’](#) au cinéma Aventure à Bruxelles. Malgré la menace terroriste qui pesait à ce moment-là sur la ville de Bruxelles, cent personnes environ ont assisté à cette projection. Le film a été réalisé par Zero Emission Solutions & Rumblefish pour le compte du CFDD. Le film est aujourd’hui disponible gratuitement en ligne.

Side events COP 21 Paris, 7-8 décembre 2015

7 décembre 2015 | Le CFDD a organisé le 7 décembre 2015, en collaboration avec la [Climate Alliance](#) et [l’Université du Delaware](#), un événement sur les villes « bas carbone » lors de la COP de Paris. Dans son introduction, la Présidente du CFDD, Magda Aelvoet, a insisté sur l’importance de la contribution des politiques locales en vue de relever le défi climatique global et a expliqué que le Conseil avait souhaité faire en 2015 un effort particulier en matière de sensibilisation du public en finançant la réalisation d’un film sur des initiatives locales positives pour le climat en Belgique, intitulé « Sur les routes d’une Belgique sans carbone ». Divers intervenants ont ensuite expliqué la manière dont l’initiative européenne qu’était la [Convention des Maires](#) pouvait essaimer ailleurs dans le monde, et notamment en Amérique du Sud, pour inciter les autorités locales à mettre en place des politiques qui auront un impact positif pour le climat et la qualité de vie des citoyens. Ces interventions ont été illustrées par la projection de plusieurs extraits du film du CFDD. Nicolas Tsurukawa, membre du Conseil de la Jeunesse, a pour sa part présenté le rôle que pourraient jouer les jeunes dans cette dynamique, en soulignant l’importance d’un cadre réglementaire favorable devant permettre aux jeunes entrepreneurs de créer des entreprises urbaines innovantes et favorables pour le climat. Enfin, Marie Christine Marghem, Ministre de l’Energie, de l’Environnement et du Développement durable, a clôturé l’événement en rappelant l’existence de projets « bas carbone » belges, qui seront amenés à se multiplier dans le futur.

8 décembre 2015 | Le CFDD a organisé le 8 décembre 2015 lors de la COP de Paris un événement sur le thème des outils de conscientisation pour la transition vers une société pauvre en carbone. En introduction, Marie Christine Marghem, Ministre de l’Energie, de l’Environnement et du Développement durable, a souligné le fait que les administrations devaient mieux collaborer et travailler ensemble de manière transversale ainsi que s’ouvrir davantage sur le monde extérieur et travailler plus avec la société civile pour rendre cette transition possible. A brève échéance, l’objectif principal est de conclure le pacte énergétique avec les Régions, également en collaboration avec la société civile. Vincent Van Steenberghe, du SPF Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement, a ensuite présenté un outil, bientôt disponible en ligne, qui permettra aux jeunes et à un large public de développer de manière transparente des scénarios de transition vers une société « bas carbone » afin de mieux comprendre cette dynamique. Invité à s’exprimer sur le thème de la conscientisation, le Professeur Jean-Pascal van Ypersele a souligné que celle-ci était essentielle et qu’il fallait adapter son discours, tant au niveau du contenu que du média utilisé, au public visé. Il faut de plus être honnête dans sa communication, sans exagération ni catastrophisme inutile. Le Professeur van Ypersele a aussi ajouté qu’il fallait éveiller les consciences à l’école, entre autres durant les cours de science. Enfin, l’événement s’est terminé par la diffusion d’un extrait du film que le CFDD a commandé sur des initiatives locales positives pour le climat en Belgique, intitulé [« Sur les routes d’une Belgique sans carbone »](#), qui sera largement utilisé comme outil de sensibilisation.

Forum annuel « Villes en transition : plus de durabilité, moins de carbone ! », 15 décembre 2015

Le CFDD a organisé son forum annuel le 15 décembre, avec pour thème les villes en transition vers plus de durabilité. Le programme et les présentations des orateurs sont [disponibles sur cette page](#).

Ce thème avait été choisi dans l'optique de la conférence onusienne de Paris, afin de montrer comment les dynamiques existant au niveau local dans notre pays pourraient être mieux diffusées.

En introduction, Mme Elise Steyaert a parlé de la Convention des Maires, qui est un réseau d'autorités locales ayant pour but de participer au défi global que représente le changement du climat en promouvant des politiques climatiques ambitieuses. M. Frédéric Dobruszkes a ensuite analysé le défi que représente la mobilité à Bruxelles, en insistant notamment sur la nécessité d'une meilleure coordination entre les différentes sociétés de transport en commun pour offrir un service plus efficace aux usagers. Mme Veerle Dossche a poursuivi en exposant le programme de la Ville de Gand, qui a pour ambition d'être aux avant-postes en matière de durabilité et de minimisation des émissions de gaz à effet de serre. Du côté wallon, Mme Delphine Fontenoy a montré comment une série d'autorités publiques avaient mis en place diverses initiatives en vue non seulement de diminuer leur impact environnemental mais aussi de donner l'exemple en montrant qu'il était possible de contribuer à l'effort climatique au quotidien. Enfin, M. Patrick Boucneau a présenté ce que font les provinces flamandes pour soutenir les communes dans leurs politiques climatiques.

Après la pause-café, deux études financées par The Shift ont été présentées : l'une intitulée « Les relations & partenariats entre initiatives citoyennes et entreprises », l'autre « Le rôle des entreprises dans les dynamiques de 'ville durable et intelligente' en Belgique ».

Le forum s'est finalement terminé par un panel avec des représentants de la société civile qui ont notamment formulé quelques demandes aux responsables politiques pour continuer à soutenir et mieux diffuser cette dynamique climatique au niveau local.

3.6 Représentation

Au niveau international

Les décisions politiques qui sont approuvées au niveau international exercent un impact important au niveau national. Le Conseil suit donc de près l'agenda international. Les membres et le secrétariat participent à des conférences internationales. De cette façon, le Conseil acquiert l'expertise nécessaire et un échange d'idées et de propositions politiques peut avoir lieu. Cette année, les membres du Conseil ou du secrétariat ont participé à différentes conférences internationales (notamment la COP21 ainsi que des réunions de l'EEAC et de l'ESDN). Les rapports et les éventuelles informations (contextuelles) en la matière sont disponibles au secrétariat du Conseil.

Le réseau européen des Conseils en environnement et de DD EEAC

Au niveau européen, le CFDD est membre depuis 2004 des European Environment and Sustainable Development Advisory Councils ([EEAC](#)). Ce réseau regroupe des conseils du développement durable et des conseils consultatifs environnementaux.

Le réseau EEAC essaie de maintenir la dynamique positive qu'il connaît depuis quelques années et le fait notamment en développant des contacts avec de nouveaux membres – en particulier au Luxembourg, en République tchèque, en Suède et en Estonie – qui sont éventuellement candidats à une adhésion au réseau.

Vu l'importance historique de la conférence sur le climat de l'UNFCCC qui s'est déroulée à la fin de l'année à Paris, la [conférence EEAC](#) (Civil Society and Climate Change, on the road to Paris) annuelle s'est tenue les 12 et 13 novembre dans la capitale française en collaboration avec le réseau ESDN. L'événement, organisé par le Ministère français de l'écologie, du développement durable et de l'énergie, s'est déroulé à l'Hôtel de Roquelaure. L'objectif consistait à envisager différentes façons dont la société civile pourrait collaborer à la politique climatique. Cette collaboration peut se faire notamment en démarrant de propres coopératives pour une énergie renouvelable, en proposant des solutions très innovantes ou en dénonçant une politique qui est beaucoup trop peu ambitieuse ou qui est néfaste pour le climat.

Après la clôture de la conférence annuelle, les différents groupes de travail EEAC se sont encore réunis pour analyser en particulier les différentes situations nationales dans le domaine de la politique en matière d'énergie et de développement durable. Une discussion a également été menée au sujet des principaux thèmes qui allaient devoir être traités en 2016.

ESDN (European Sustainable Development Network)

Le secrétariat du CFDD participe aussi aux activités de l'[ESDN](#), un réseau informel qui regroupe des administrations et des experts et traite des stratégies européennes de développement durable.

Son objectif est de permettre le partage d'expériences entre ses membres sur des thèmes liés à la mise en application politique du développement durable dans les différents Etats, notamment les stratégies nationales de développement durable.

La [Conférence annuelle 2015](#) a eu lieu à Luxembourg les 8 et 9 octobre et avait pour thème la mise en œuvre de l'Agenda développement durable 2030 aux niveaux européen et national (Implementation of the 2030 Agenda for Sustainable Development at the EU and national level: Designing effective governance architectures and strategic frameworks).

Un des grands sujets était la manière d'intégrer dans les priorités politiques européennes le cadre défini par les Nations unies et concrétisé dans les objectifs de développement durable (SDG's). La mise en application au niveau national a également été discutée, en particulier les impacts sur les différentes stratégies nationales. La conclusion tirée par de nombreux participants était que les SDG pouvaient donner un nouvel élan au développement durable tant au niveau européen, qu'au niveau des différents Etats, même s'il faut reconnaître que de grandes incertitudes subsistent quant à la volonté de la Commission européenne de renforcer le développement durable à son niveau.

Depuis 2015, l'ESDN a décidé de mener des activités et des séminaires communs avec l'EEAC afin de pouvoir assurer une meilleure visibilité de ses actions au niveau européen. Cette collaboration devrait être renforcée en 2016.

Au niveau national

Au niveau national, le CFDD est invité comme observateur à la Coordination du développement durable (COORMULTI) (plus ou moins) mensuelle du SPF Affaires étrangères (direction M7) qui coordonne la position de la Belgique et la participation belge aux rencontres internationales dans le cadre des Nations unies.

La majorité des organisations membres du Conseil et le secrétariat sont également invités à la concertation avec les parties prenantes du Comité de coordination de la Politique internationale en matière d'Environnement (CCPIE) des services fédéraux de l'environnement.

Le personnel du secrétariat participe aussi à des conférences, des journées d'études, des séminaires et des forums en Belgique, en fonction des thèmes et des possibilités. Vous trouverez ci-dessous un aperçu des plus de 50 activités auxquelles les membres du secrétariat ont participé :

- Coormulti, Brussel, 14/01/2015
- Debriefing de la COP de Lima, Bruxelles, 14/01/2015
- Rapport sur l'économie du climat, Bruxelles, 22/01/2015
- Nieuwjaarsevent 11.11.11, Brussel, 31/01/2015
- Coormulti, Brussel, 10/02/2015
- L'économie de la fonctionnalité en Belgique : quels futurs ?, Namur, 23/02/2015
- Greening the Belgian tax system, Bruxelles, 04/03/2015
- Economie Circulaire, Bruxelles, 05/03/2015
- 'The role of oil in the future energy mix in Belgium and Europe', Leuven, 05/03/2015
- Coormulti, Brussel, 10/03/2015
- Conférence sur les villes intelligentes, Bruxelles, 10/03/2015
- Conférence sur le futur des villes, Paris, 19 et 20/03/2015
- Duurzaamheidsdag KULeuven, Leuven, 20/03/2015
- Séminaire 'beleidscoherentie ten gunste van ontwikkeling', Brussel, 23/03/2015
- Conférence sur le rôle de la société civile à la COP, Bruxelles, 23/03/2015
- Séminaire sur la transition énergétique, Bruxelles, 24/03/2015
- Séminaire 'evaluatie gender en ontwikkeling in de Belgische samenwerking', Brussel, 26/03/2015
- Coormulti, Brussel, 07/04/2015
- 'Setting the agenda for a sustainable future – the road to the UN summit on the Post-2015 agenda, Brussel, 14/04/2015
- 'Objectief 2020. De familiale landbouw als hoeksteen van het Belgische beleid tegen de honger', Brussel, 21/04/2015
- 'Conference on Social Protection in the post-2015 UN Agenda', Brussel, 27/04/2015
- Séminaire 'Federale overheidsdiensten succesvol aan de slag met duurzaamheidsrapportering', Brussel, 28/04/2015
- Conférence sur les infrastructures vertes, Bruxelles, 05/05/2015
- Politique climatique au niveau local, Louvain, 07/05/2015
- Coormulti, Brussel, 11/05/2015
- Economie Circulaire, FEB, Bruxelles, 12/05/2015
- Conférence sur l'Union européenne de l'énergie, Bruxelles, 12/05/2015
- Conférence sur l'implication de la société civile dans les négociations climatiques, Bruxelles, 27/05/2015
- 'SDGs and private sector', Brussel, 27 mei 2015
- Coormulti, Brussel, 02/06/2015
- EEAC – Workshop Circular Economy, Bruxelles, 15/06/2015
- EEAC – Conference The Role of Ecodesign in the Circular Economy, Bruxelles, 16/06/2015
- Coormulti, Brussel, 16/07/2015
- Conférence sur la participation du public dans la gestion des déchets nucléaires, Bruxelles, 07/09/2015
- Table ronde sur l'Economie de la Fonctionnalité – EESC, Bruxelles, 09/09/2015
- Coormulti, Brussel, 15/09/2015
- Waste-To-Energy, Bruxelles, 23/09/2015
- Towards a Green Circular Economy, Bruxelles, 29/09/2015
- Coormulti, Brussel, 05/10/2015

- L'économie s'est-elle affranchie des lois de la nature ?, Bruxelles, 14/10/2015
- Conférence sur la mobilité en ville, Bruxelles, 14/10/2015
- Voorstelling schenkingsbeurs, Brussel, 29/10/2015
- 'Gender in de Belgische ontwikkelingssamenwerking', Brussel, 09/11/2015
- Coormulti, Brussel, 12/11/2015
- Premiers résultats de l'étude sur les impacts économiques de l'économie circulaire en Belgique, Bruxelles, 12/11/2015
- EESC, Sustainable Development Goals, implementation in Europe, 12-13/11/2015
- Conférence annuelle de l'EEAC, Paris, 12-13/11/2015
- The Food Challenge, Brussel, 17/11/2015
- Conférence sur la R&D en Belgique pour la transition énergétique, Gand, 18/11/2015
- ARGUS, Workshop économie de la fonctionnalité, Anvers (KBC Toren), 20/11/2015
- Coormulti, Brussel, 03/12/2015
- COP21, Accelerating the Great Transformation: the Post-Paris Script, Paris, 08/12/2015
- COP21, Global Carbon Budget, Paris, 08/12/2015
- COP21, Low Carbon Emission Development and Growth Paris, 09/12/2015

Les rapports de ces conférences sont compilés dans une note 'externe' envoyée aux membres de l'assemblée générale et, depuis 2011, aux membres des groupes de travail.

4. Rapport financier

Le budget total disponible du Conseil s'élevait en 2014 à 212.000 €. Ce montant se répartissait comme suit :

- € 197.000 pour les frais de fonctionnement non informatiques (contre € 248.000 en 2014)
- € 3.000 pour le fonctionnement de l'informatique
- € 4.000 pour les investissements
- € 5.000 pour les investissements informatiques
- € 3.000 pour les frais de déplacement et remboursement d'adsl pour le télétravail.

Comme chaque année, une partie des montants engagés durant l'année précédente n'ont pu être liquidés (payés) que l'année suivante.

Le tableau ci-dessous ne reflète qu'une image partielle des dépenses qui seront imputées sur l'année 2015. En effet, diverses dépenses peuvent encore survenir. Il s'agit principalement du paiement des jetons de présence et des remboursements des frais de déplacements des membres qui n'ont encore été réalisés que pour le premier semestre 2015.

Le tableau suivant indique en détail les dépenses et engagements pour 2015.

Budget 2015		
Total	212.000	
A. Fonctionnement	200.000	
1. Fonctionnement (sans informatique)		197.000
2. Fonctionnement informatique		3.000
B. Investissements	9.000	
1. Investissements (sans informatique)		4.000
2. Investissements informatique		5.000
C. Payé par le SCDF	3.000	
Déplacements/Internet personnel		3.000

	Budget 2015	Dépenses 2015 (situation au 12/01/2016)
A. Fonctionnement		
1. <i>Fonctionnement (sans informatique)</i>	197.000	160.700
1.1 Rémunérations et remboursement des frais		
	18.000	5.638
Jetons de présence	2.500	741
Frais de déplacement	25.000	23.578
Participation à des conférences internationales	250	151
Participation conférences en Belgique (secrét.)	6.000	2.668
Rémunération des experts	51.750	32.776
Sous-total		
1.2 Locaux secrétariat		
Nettoyage des locaux	10.000	7.926
Charges locatives Tour des Finances	25.000	22.100

Sous-total	35.000	30.026
1.3 Marchandises et services (dépenses récurrentes)		
Petits frais du service	3.000	2.946
Leasing (photocopieurs)	1.900	1.573
Frais de port	500	110
Téléph. fixe (téléphone + Internet)	3.200	2.602
Service GSM	1.500	1.311
Abonnements journaux et publications	3.400	2.708
Kluwer	100	158
Traductions	15.000	12.511
Sous-total	28.600	23.919
Dépenses récurrentes (= 1.1 + 1.2 + 1.3)	115.350	86.722
1.4 Marchandises et services (dépenses non-récurrentes)		
Réceptions, frais AG et BU	2.000	7.009
Petites fournitures de bureau, papier	2.000	1.096
Formations	0	1.325
Sous-total	4.000	9.430
1.5 Sensibilisation et communication		
Prix développement durable pour la presse	18.000	10.823
Forum annuel	10.000	5.843
Reportage	35.000	38.354
Séminaires/lunch-débat	3.000	5.526
Sous-total	66.000	60.547
1.6 Contribution financière		
Contribution EEAC	4.000	4.000
Sous-total	4.000	4.000
Total A1	189.350	160.699
Disponible (non engagé/non dépensé)	7.650	36.301
2. Fonctionnement informatique	3.000	2.753
Total A2	3.000	2.753
Disponible (non engagé/non dépensé)	0	247
B. Investissements		
1. Investissements (sans informatique)	4.000	609

Appareil photo	0	609
Vidéoconférence	2.000	0
Total B1	2.000	609
Disponible (non engagé/non dépensé)	2.000	3.391
2. Investissements (informatique)	5.000	4.996
Imprimantes	0	114
Ordinateurs	0	4.882
Serveur	5.000	0
Total B2	5.000	4.996
Disponible (non engagé/non dépensé)	0	4

Annexe 1 : Composition du Conseil en 2015

S.A.R. le Roi Philippe (président d'honneur)

Membres ayant droit de vote

La présidente

- Magda Aelvoet (présidente – membre du Bureau)

3 vice-présidents

- Mathias Bienstman (vice-président – membre du Bureau)
- Olivier Van der Maren (vice-président – membre du Bureau)
- Mathieu Verjans (vice-président – membre du Bureau)

3 représentants des ONG pour la protection de l'environnement

- Sabien Leemans (World Wildlife Fund for Nature, Belgium – membre du Bureau)
- Sara Van Dyck (Bond Beter Leefmilieu, BBL)
- Christophe Schoune (successeur de Marie Cors) (Inter-Environnement Wallonie, IEW – membre du Bureau)

3 représentants des ONG pour la coopération au développement

- Brigitte Gloire (Oxfam-Solidarité)
- Véronique Rigot (CNCD)
- Rudy De Meyer (11.11.11 – membre du Bureau)

6 représentants des syndicats

- Bert De Wel (ACV-CSC)
- Nilufer Polat (ACLVB-CGSLB)
- Sébastien Storme (ABVV-FGTB)
- Caroline Verdoot (ABVV-FGTB)
- Marie-Hélène Ska (ACV-CSC)
- Daniel Van Daele (ABVV-FGTB)

6 représentants des employeurs

- An Nachtergaele (Fédération de l'Industrie Alimentaire, FEVIA)
- Françoise Vantiggelen (DETIC, Essenscia)
- Capucine Debuyser (Union des Classes Moyennes, UCM)
- Marie-Laurence Semaille (Fédération Wallonne de l'Agriculture, FWA)
- Piet Vanden Abeele (Unie van Zelfstandige Ondernemers, UNIZO)
- Vanessa Biebel (VBO-FEB)

2 représentants des organisations de jeunesse

- Bart Devos (successeur d'Olivier Beys) (Vlaamse Jeugdraad)

- Mulumba Johanna (successeur de Laurent Fastrez) (Conseil de la Jeunesse)

Observateurs

Conseillers scientifiques

- Professeur Nathalie Crutzen (ULg)
- X
- X
- X

Représentante des organisations de femmes

- Maggi Poppe (Conseil flamand des femmes)

Autres observateurs

- Sophie Sokolowski (Institut fédéral pour le Développement durable et ensuite du cabinet Marghem)
- Alain Henry (Bureau fédéral du Plan)
- Frédéric Rouxhet (Conseil Wallon de l'Environnement pour le Développement Durable, CWEDD)
- Fabienne Dideberg (Conseil Économique et Social de la Région Wallonne, CESRW)
- Jan Verheeke (Milieu- en Natuurraad van Vlaanderen, MiNa-raad)
- Kris Degroote (Conseil Central de l'Économie, CCE)
- X (Conseil Économique et Social de la Région de Bruxelles-Capitale)
- Peter Kerremans (Sociaal-Economische Raad van Vlaanderen, SERV)
- Amélie Nassaux (Conseil de l'Environnement de la Région de Bruxelles-Capitale)

Membres sans droit de vote

Représentants du monde scientifique

- Professeur Delphine Misonne (Facultés Universitaires Saint-Louis)
- Professeur Reinhart Ceulemans (Université d'Anvers, UA)
- Professeur Luc Lavrysen (Université de Gand, UGent)
- Professeur Jean-Pascal van Ypersele de Strihou (Université Catholique de Louvain, UCL)
- Professeur Dries Lesage (Université de Gand, UGent)
- Professeur Tom Bauler (Université Libre de Bruxelles, ULB)

2 représentants du secteur de la consommation

- Steve Braem (Centre de Recherche et d'Information des Organisations de Consommateurs, CRIOC)
- Christian Rousseau (Test Achat)

Représentants des ministres ou secrétaires d'État (jusqu'au 11 octobre 2014)

- Gerben Croonenborghs (Premier ministre, Charles Michel)

- Sven Vaneycken (Vice-Premier ministre et ministre du Travail, de l'Économie et des Consommateurs, chargé du Commerce extérieur, Kris Peeters)
- Francis Demeyere (Vice-Premier ministre et ministre de la Sécurité et de l'Intérieur, chargé des Grandes Villes et de la Régie des bâtiments, Jan Jambon)
- Mark Van De Vreken (Vice-Premier ministre et ministre de la Coopération du développement, de l'Agenda numérique, des Télécommunications et de la Poste, Alexander De Croo)
- Jihane Annane (Vice-Premier ministre et ministre des Affaires étrangères et européennes, chargé de Beliris et des Institutions culturelles fédérales, Didier Reynders)
- Amélie Derbaudrenghien (ministre du Budget, chargé de la Loterie nationale, Sophie Wilmès)
- Bernard De Four (ministre de la Justice, Koen Geens)
- Peter Legroe (ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, Maggie De Block)
- Yasmina Bousbaa (ministre des Pensions, Daniel Bacquelaire)
- X (ministre des Finances, Johan Van Overtveldt)
- Carolien Smallegange (ministre des Classes moyennes, des Indépendants, des PME, de l'Agriculture et de l'Intégration sociale, Willy Borsus)
- Sophie Sokolowski (ministre de l'Énergie, de l'Environnement et du Développement durable, Marie-Christine Marghem)
- Philippe Van Gyseghem (ministre de la Défense, chargé de la Fonction publique, Steven Vandeput)
- Christophe Leurident (ministre de la Mobilité, chargée de Belgocontrol et de la Société nationale des chemins de fer belges, Jacqueline Galant)
- Tim Van Belleghem (secrétaire d'État au Commerce extérieur, adjoint au ministre chargé du Commerce extérieur, Pieter De Crem)
- Marijn Rabaut (secrétaire d'État à la Lutte contre la fraude sociale, à la Protection de la vie privée et à la Mer du Nord, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, Bart Tommelein)
- X (secrétaire d'État à la Lutte contre la pauvreté, à l'Égalité des chances, aux Personnes handicapées, à la Lutte contre la fraude fiscale et à la Politique scientifique, adjointe au ministre des Finances, Elke Sleurs)
- X (secrétaire d'État à l'Asile et à la Migration, chargé de la Simplification administrative, adjoint au ministre de la Sécurité et de l'Intérieur, Theo Francken)

Représentants de chaque Région ou de chaque Communauté

- X (Deutschsprachige Gemeinschaft)
- X (Région de Bruxelles-Capitale)
- Pierre Moureaux (Communauté française)
- X (Région flamande)
- X (Communauté flamande)
- Nicolas Desablin (Région wallonne)

Représentant S.A.R. le Roi Philippe

- Pierre Cartuyvels (conseiller de S.A.R. le Roi Philippe) – membre suppléant du Bureau au nom de S.A.R. le Roi Philippe

Annexe 2 : Présence lors de l'assemblée générale en 2015

Naam	03/02/2015	24/04/2015	23/10/2015
Membres ayant droit de vote			
Président d'honneur, président(e) et vice-présidents			
Magda Aelvoet	X	X	X
Mathias Bienstman		X	X
Lieze Cloots	X		
Olivier Van der Maren	X	X	X
Mathieu Verjans	X		X
ONG Environnement			
Marie Cors	X		
Sabien Leemans	X	X	X
Christophe Schoune			X
Sara Van Dyck			X
ONG Développement			
Rudy De Meyer	X	X	X
Brigitte Gloire			X
Thierry Kesteloot	X		
Véronique Rigot	X		
Syndicats			
Philippe Cornelis	X		X
Nilüfer Polat	X	X	X
Sébastien Storme	X	X	X
Daniel Van Daele	X	X	X
Organisations d'employeurs			
Vanessa Biebel	X	X	
An Nachtergaele		X	
Françoise Van Tiggelen	X		X
Piet Vanden Abeele	X	X	
Jeunes			
Bart Devos		X	X
Jonathan Lambregs	X		
Johanna Mulumba			X
Observateurs			
Consommateurs			
Steve Braem		X	X
Christian Rousseau			
Représentante organisations de femmes			
Maggi Poppe	X	X	
Monde scientifique			
Tom Bauler		X	
Reinhart Ceulemans		X	
Luc Lavrysen			X

Dries Lesage			X
Delphine Misonne	X	X	
Jean-Pascal van Ypersele de Strihou		X	X
Gouvernement fédéral			
Gerben Croonenborghs (Premier ministre, Charles Michel)	X		
Francis Demeyere (Vice-Premier ministre et ministre de la Sécurité et de l'Intérieur, chargé des Grandes Villes et de la Régie des bâtiments, Jan Jambon)			
Bernard De Four (ministre de la Justice, Koen Geens)			
Dominique Laurent			X
Christophe Leurident (ministre de la Mobilité, chargée de Belgocontrol et de la Société nationale des chemins de fer belges, Jacqueline Galant)	X		X
Peter Legroe (ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, Maggie De Block)	X		
Sophie Sokolowski (ministre de l'Énergie, de l'Environnement et du Développement durable, Marie-Christine Marghem)	X	X	X
Mark Van De Vreken (Vice-Premier ministre et ministre de la Coopération du développement, de l'Agenda numérique, des Télécommunications et de la Poste, Alexander De Croo)	X		
Représentants Régions, Communautés et autres			
Stephanie Baclin			X
Pierre Biot			X
Mathijs Buts		X	
Patricia Delbaere		X	
Jean-Maurice Frere		X	
Alain Henry	X	X	X
Dimi Jottier		X	
Mundo-Izay Noti	X		
Christophe Pauwels	X		
Dieter Vanderbeke	X	X	X

D/2016/10872/07	ra2015f
-----------------	---------